31.10.61 p7.

Appel des U.D. de la Seine CGT CFTC, FO et des étudiants parisiens

Les unions départementales CGT, CFTC et FO de la Seine ainsi que les étudiants parisiens ont publié, hier, à la même heure, le texte d'un même appel. Le voici :

« Pour protester contre les mesures discriminatoires dont ils sont les victimes, les travailleurs algériens de la région parisienne ont manifesté pacifiquement le 17 octobre.

Utilisant des méthodes inadmissibles, la répression policière a fait des morts et des centaines de blessés.

L'Union des syndicats de la Seine CGT tient à faire savoir qu'une répression policière analogue, nouvelle étape de l'installation d'un régime fasciste en France, déclencherait une réaction immédiate de l'ensemble des travailleurs de la région parisienne.

Paris, le 30 octobre 1961. »

Pour la négociation avec le G.P.R.A. DEBRAYAGE A LA « FRANCO-BELGE »

Les ouvriers de la « Franco-Belge », à Villeneuve-la-Garenne, ont appris avec douleur la mort du fils de leur camarade Valera, tué en Algérie. Vendredi à 15 heures, ils ont débrayé pour que s'arrête l'effusion de sang ; pour la négociation avec le G.P.R.A.

A Lyon, 22 organisations appellent la population à manifester sa solidarité avec les travailleurs algériens

VINGT-DEUX organisations lyonnaises, dont la Ligue des Droits de l'Homme, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste Unifié, la Fédération des œuvres laïques, les Unions départementales CGT et CFTC, la Fédération de l'Education nationale, l'Association générale des Etudiants, ont lancé en commun un appel à la population.

Ce texte déclare notamment :

« Alors que nous entrons dans la troisième année de guerre, nous appelons la population à manifester sa réprobation qui face de toute manifestation de racisme et à exprimer sa solidarité avec les travailleurs algériens, contre la répression policière. Nous appelons aussi à exiger avec toujours plus de force la reprise de véritables négociations avec le G.P.R.A. »

Les syndicats CGT et FO de Sochaux : « La répression contre les Algériens fait le jeu des factieux »

Les sections syndicales CGT et FO de Sochaux (Doubs) ont publié un texte commun, dans lequel elles déclarent :

« Si l'on rapproche ce qui s'est passé à Paris et ce qui se passe dans les villes d'Algérie, et chaque jour les actes donnent libre cours à leurs excès racistes, le peuple français ne peut manquer d'exprimer son inquiétude, étant donné que de tels actes font le jeu des factieux et plastiquageurs de l'OAS et que les mesures qui pourraient y mettre un terme ne sont pas prises. »

Elles « considèrent que les manifestations du 17 octobre et des jours suivants illustrent à nouveau l'urgence d'en finir avec la guerre d'Algérie et de reprendre dans l'immédiat les négociations avec le G.P.R.A., avec la volonté d'aboutir, en acceptant la seule solution possible : la reconnaissance réelle de l'autodétermination, du droit à l'indépendance dans l'intégrité du territoire algérien. »

Le cadavre d'un Algérien découvert en Seine-et-Oise

Le cadavre d'un Algérien qui n'a pu être identifié a été découvert au carrefour de la Bécassine, commune de Maffliers (Seine-et-Oise). L'homme avait été tué de deux balles de pistolet dans la tête.

Un autre repêché dans la Seine au pont de Sèvres

On a repêché dans la Seine, près du pont de Sèvres, le cadavre d'un Algérien, M. Kelifi, habitant à Sèvres.

Protestation commune de quatre syndicats des bibliothèques

Quatre syndicats nationaux des bibliothèques ont adopté une protestation commune contre les mesures qui frappent les Algériens et contre les brutalités policières. Ils insistent également « sur l'urgente nécessité d'en finir avec la guerre d'Algérie, qui nous entraîne un peu plus chaque jour sur la voie de la violence, du racisme et du fascisme ».

Ce texte a été signé par le Syndical national des bibliothèques (FEN) ; la section bibliothèques du SGEN-CFTC, le Syndicat national des bibliothèques (FO) et le Syndicat du personnel de service (UGFF-CGT).

Multiples actions prévues aujourd'hui dans la banlieue-sud

Répondant à l'appel de l'Union locale CGT, la municipalité d'Ivry se réunira aujourd'hui en séance extraordinaire à partir de 17 h. 30 pour recevoir les délégations en provenance des usines, des chantiers et des quartiers et qui convergeront vers la mairie. Ces délégations viendront dire leur volonté d'en finir avec la guerre d'Algérie, exprimer leur solidarité envers les Algériens victimes de la répression policière.

Des délégations sont déjà prévues dans les différentes entreprises d'Ivry et aux Compteurs de Montrouge.

A ARCUEIL, où le Mouvement de la Paix a lancé un appel pour l'organisation d'actions diverses, la municipalité recevra, elle aussi ce soir, les pétitions apportées par la population. Une assemblée aura lieu le lendemain à 11 heures.

A BAGNEUX, à l'appel de quatre Comités de Paix, une manifestation aura lieu dans un quartier de la localité.

A ISSY-LES-MOULINEAUX, l'Union locale CGT appelle à l'organisation de délégations à la mairie dans la journée et ce soir à la sortie du travail.

Un appel de la Fédération de Paris du parti

Sous le titre « La honteuse guerre de guerre commence... », la Fédération de Paris du parti a édité une affiche dans laquelle elle lance un appel aux Parisiennes et aux Parisiens.

« Il dépend de vous, lit-on notamment dans cet appel, comme de tous les partisans de la paix de tous les démocrates, qu'il soit mis fin à la guerre par la négociation avec le G.P.R.A. et que soient créées les conditions du rétablissement d'une véritable démocratie.

Dans les entreprises et les quartiers, toutes forces unies, communistes, socialistes, radicaux, chrétiens, agissez avant qu'il ne soit trop tard pour barrer la route au fascisme et imposer la paix en Algérie. »

D'autre part, la fédération de Paris a également édité un tracts de larges extraits de l'intervention faite, au nom du groupe communiste, par Raymond Bossus à la séance extraordinaire du Conseil municipal de Paris, le 27 octobre dernier.

Semaine d'action à Sartrouville

Une semaine de solidarité envers les travailleurs algériens et d'action pour la paix en Algérie commence à Sartrouville (Seine-et-Oise) où un tract sera signé en commun par le Parti Communiste Français, le SNI, le SGEN, le PSU, l'UFF, l'Union de la Jeunesse Communiste et la Ligue des Droits de l'Homme.

« Des collectes auront lieu dans les groupes d'habitations et sur le marché. La semaine se terminera dimanche par un rassemblement à la mairie où seront déposés les dons de la semaine d'argent, vêtements, lait, que les [illegible] quotidiens.

Les dons seront distribués aux Algériens résidant dans [illegible] »

● Le général de corps d'armée Tupet est nommé chef d'état-major général de la Défense nationale. Il remplace le général Ollié.

A Nice, tandis que la police dispe une manifestation antifasciste « LES TUEURS DE L'O.A.S. ASSASSINENT UN TRAVAILLEUR ALGÉRIEN »

NICE, 30 octobre (par téléphone de notre correspondant particulier). — Plus de 2.000 personnes se sont rassemblées ce soir devant l'agence du journal « La Patriote », place Saint-François, à Nice, où la veille les agents de l'OAS avaient fait exploser une bombe.

Le secrétaire de la section du Parti Communiste du vieux Nice et Virgile Barel, notre camarade, directeur du journal, ont stigmatisé l'acte fasciste. Après la fin du meeting une courte manifestation aux cris de « Le fascisme ne passera pas », s'est déroulée sur l'Esplanade de Gaulle. La police et les CRS ont chargé immédiatement. Profitant de la confusion les tueurs de l'OAS ont assassiné un travailleur algérien.

Tandis qu'une délégation se rendait à la préfecture des Alpes-Maritimes, la manifestation se poursuivait autour de la place Garibaldi. La police chargeait à nouveau violemment à plusieurs reprises utilisant les matraques et les bombes lacrymogènes.

MARCHE DE LA PAIX à Sainte-Geneviève-des-Bois

350 personnes ont participé, dimanche, à Sainte-Geneviève-des-Bois (Seine), à une Marche de la Paix organisée par le conseil communal de la Paix. Le cortège, précédé par un groupe d'enfants portant une gerbe, a traversé la ville, de la gare au monument aux morts, où une allocution a été prononcée.

De nombreuses banderoles exigeaient : « La négociation avec le GPRA pour la paix en Algérie », « La négociation du problème allemand », et proclamaient : « Non au réarmement allemand », « Désarmement général et contrôlé. »

150 personnes manifestent à Houilles

Vendredi dernier, à Houilles, s'est déroulée une manifestation de jeunes. 150 personnes ont défilé pendant 60 minutes dans les rues de la ville.

Cette manifestation, organisée par les Jeunesses Communistes, a été préparée par un appel signé par 110 jeunes de la localité. Le cercle des JC prévoit maintenant un rassemblement des signataires et de concerts de la localité pour le 10 novembre.

A l'issue de la manifestation, cinq adhérents aux JC ont été [illegible]

MEETINGS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

31 octobre : Paris-18e : Waldeck Rochet ; Montrouge : Roger Garaudy.

3 novembre : Périgueux : Roger Garaudy ; Carcassonne : Jean Llante ; Laval : Gaston Viens.

4 novembre : Guéret : Henri Vedrines.

5 novembre : Corbeil-Essonnes : Fernand Dupuy ; Saint-Pol-sur-Mer : Marcel Paul.

8 novembre : Bergerac : Guy Ducoloné.

10 novembre : Nanterre : Juliette Dubois ; Lyon : Jacques Duclos ; Le Mans : Roland Leroy.

12 novembre : Bouilles : Waldeck Rochet.

14 novembre : Cicero : Auguste Gillet.

500 lycéens de [illegible] dans les ru[illegible] « Nous voulons d[illegible]

« Nous voulons des [illegible] » réclamaient, hier matin, dans les rues de Béthune les banderoles brandies par 500 lycéens des classes de seconde, première et terminale. Commencée à 8 heures, la manifestation a accompagné d'une délégation de parents d'élèves, qui parcourut les principales artères de la ville. Les lycéens se sont rendus, pour remettre des pétitions, à la sous-préfecture et à la mairie.

Les lycéens de Béthune et leurs parents ne sont pas [illegible]

FRONT COMMUN SANS EXCLUSIVE

RECLAMENT 250 ÉTUDIANTS ET LES TRAVAILLEURS DE LA FACULTÉ D'ORSAY

Deux cent cinquante étudiants, enseignants, techniciens, chercheurs et ouvriers de la Faculté d'Orsay ont adopté un texte réclamant, face au péril fasciste, un front commun de tous les républicains et démocrates, sans exclusives et sans préalables « pour obtenir l'abrogation des mesures frappant les Algériens en France, des négociations loyales avec le FLN et donner un coup d'arrêt à la montée du fascisme en France. »

Ils insistent sur le fait que « la formation syndicale ou politique qui se refuserait aujourd'hui à un tel front commun agirait criminellement. » Ils estiment que cette attitude engagerait une lourde responsabilité.

Ce texte a été adressé aux formations syndicales ainsi qu'aux partis communiste, SFIO, PSU et radical.

« Election d'une Assemblée nationale », demandent les fédérations communiste et P.S.U., la F.E.N., le S.N.I. et la C.G.T. en Côte-d'Or

Dans un texte commun, les organisations suivantes de la Côte-d'Or : fédérations communiste et PSU, FEN, SNI, CGT, a considéré que l'union sans exclusive de toutes les forces républicaines et démocratiques est seule capable de barrer la route au fascisme ; elles constatent la faillite complète du régime de pouvoir personnel et de ses institutions ; elles estiment qu'il n'est d'autre solution que la dissolution du parlement actuel et l'élection, avec un mode de scrutin assurant une juste représentation de l'opinion du pays, d'une Assemblée nationale chargée d'élaborer une constitution véritablement démocratique garantissant la laïcité de l'école et de l'Etat. »

Les professeurs de Louis-le-Grand

Les syndiqués SNES du lycée Louis-le-Grand ont adopté une motion exprimant leur inquiétude devant les atteintes à ce qui reste de libertés.

« Devant une situation si grave, disent-ils, les organisations syndicales ont un rôle essentiel à jouer. Elles doivent surmonter une bonne fois les conflits de tendances et les rivalités de boutique, former dans les faits, et non seulement en paroles, un front syndical commun pour la défense des libertés... »

■ UN PROFESSEUR du lycée La Fontaine ayant reçu une lettre le menaçant à cause de ses opinions politiques et de son origine israélite, les membres du personnel du lycée ont élevé une protestation auprès des pouvoirs publics.

de BRIOUDE (Haute-Loire) (P.C.F., PSU, SFIO CGT, FO, (Finances) CFTC, etc.

Seul un rassemblement démocratique uni fera reculer nos ennemis

Douze organisations démocratiques de Brioude (Haute-Loire), comprenant notamment les parti communiste, P.S.U. et S.F.I.O. et les syndicats C.G.T., F.O. (Finances) et C.F.T.C., ont constitué un Comité de Défense Républicaine et d'Action Antifasciste.

Le comité a lancé un appel aux républicains de Brioude.

Cette appel souligne l'imminence du danger fasciste et déclare :

Mais la riposte des démocrates s'organise toujours plus efficacement. A la force, ils opposeront une force plus grande, celle de l'immense majorité des Français qui veulent défendre leurs libertés menacées.

Seul, un rassemblement démocratique uni fera reculer nos adversaires communs.

Les personnes à l'inauguration du groupe scolaire Paul-Langevin à Ivry

Samedi, en présence d'un millier de personnes, a été inauguré le groupe scolaire Paul-Langevin, quartier du Port, à Ivry, sous la présidence de Georges Marrane, sénateur, maire de la ville, Marcel Zaidner, secrétaire de la Fédération Seine-Sud du Parti Communiste Français, après avoir souligné les réalisations des communistes que Ivry élit depuis de longues années à la direction de sa mairie, et montré comment se développe l'attaque gaulliste contre l'enseignement, fit notamment applaudir les propositions de notre Parti pour l'union de toutes les forces démocratiques et nationales contre le fascisme, pour la paix et pour la restauration de la démocratie.

DE GAULLE [illegible] un truquage d'élections am[illegible]

DEPUIS plusieurs semaines déjà, diff[illegible] venant directement de l'entourage [illegible] entendre que l'Assemblée Nationale [illegible] terme (fin 1963).

Ces informations viennent en quelque sorte d'être officialisées. En effet, le « Courrier du Parlement », l'organe de l'U.N.R., affirme dans son dernier éditorial : « Les élections du printemps de 1962 — plus que probables à notre avis — dominent désormais la vie politique. »

Des contacts, des rencontres, des déclarations ont également révélé que l'Elysée avait ouvert le dossier de la préparation d'une campagne électorale.

C'est Pierre Lefranc, l'un des conseillers de de Gaulle pour les « affaires intérieures », qui a été chargé de préparer les projets dont l'un consisterait notamment à faire en sorte que de Gaulle puisse jouer un rôle très actif en donnant ouvertement son patronage à un regroupement politique.

Une union gaulliste, qui regrouperait à la fois l'U.N.R., l'U.D.T. (gaullistes dits de gauche) et l'Association pour le soutien du général de Gaulle (association créée au moment du premier référendum), a même été envisagée. Mais, pour le moment, ce projet serait en panne...

Ce qui préoccupe l'U.N.R. c'est surtout le mode de scrutin. Debré a confié à plusieurs membres de son cabinet le soin d'examiner une réforme de la loi électorale. L'U.N.R. ne cache pas que le scrutin d'arron-

Le débat sur les sévices dont sont victimes les Algériens rebondit hier à l'Assemblée

Robert BALLANGER : Il faut frapper fort les responsables

Le pouvoir ne se tire pas aussi aisément qu'il le croyait de la situation où la mis la répression inouïe et de caractère raciste perpétrée contre les Algériens. Des [illegible] après-midi, à l'Assemblée, le débat a rebondi à l'occasion de la discussion du budget de l'Intérieur.

Après l'intervention de M. Pflimlin (SFIO), qui parle très gravement « d'exactions » et réclame une enquête, Claudius Petit déclare qu'il a des questions à poser au ministre Frey sur le comportement de la police et les directives qu'elle a reçues.

Claudius Petit : « Nous vivons ce qu'ont vécu les Allemands sous Hitler »

Claudius Petit fait état de témoignages qu'il a personnellement recueillis auprès d'un des médecins affectés au Palais des Sports le soir de la manifestation algérienne. Il évoque, non seulement des « matraquages » erronés, mais encore le refus opposé par les responsables de la police de laisser emporter les blessés les plus graves vers les hôpitaux.

A propos de la statistique des blessés et des morts dressée par le ministre Frey, il ajoute : « Je n'ai pas besoin de dire l'émoi qui entoure ces chiffres. »

Il poursuit : « La décision du préfet plaçait l'ensemble des policiers sur un plan de lutte raciale, contre toute la communauté algérienne. »

Il ajoute, tandis que le ministre ne souffle mot : « Nous [illegible]

Après l'intervention de M. Pflimlin, Robert Ballanger pourrait :

« Tout cela est grave et porte un grave préjudice à notre pays. Il faut frapper vite et fort les responsables, où qu'ils se trouvent. Songez aux répercussions que peuvent avoir dans le monde, en Afrique notre et en Afrique du Nord, des milliers de [illegible] de violences et de [illegible] racistes. Rappelez-vous dans notre pays de la chasse aux juifs. L'image de la France est en cause. [illegible] »

Le budget de la Marine marchande

Au cours du débat sur les crédits affectés à la Marine marchande, Paul Cermolacce, au nom des députés communistes, a protesté contre la diminution des sommes versées au crédit maritime mutuel au moment où, à cause du Marché commun, les difficultés de la pêche artisanale se font de plus en plus grandes. Il a également pris la défense des marins dont le régime de retraite est mis en cause.

Les revendications des mineurs, gaziers et électriciens

Intervenant dans la discussion du budget de l'Industrie, notre camarade Maurice Nilès a notamment défendu les revendications des mineurs et des personnels de l'E.D.F. et du Gaz.

Après avoir dénoncé les conséquences du Marché commun et du pool charbon-acier, il a déclaré :

« Il y aura, en 1965, 50.000 mineurs de moins qu'en 1959 et ceux qui sont maintenus à la mine sont insuffisamment payés. De 1957 à 1961, l'indice du coût de la vie a augmenté de 30 %, le salaire moyen des mineurs de fond de 20 %, celui des mineurs de surface de 21 %. Le ministre de l'industrie n'a pu faire que des réponses embarrassées aux questions de mon ami Maurice Thorez sur la dégradation du prix de la tâche. Mais par leur grève du 21 septembre, les mineurs ont montré qu'ils étaient prêts à défendre leur pain et celui de leurs enfants ; les députés communistes soutiennent leurs revendications, qui sont légitimes. »

Et Maurice Nilès a souligné également combien le personnel de l'E.D.F. et du Gaz avait raison dans leur lutte pour faire aboutir leurs légitimes revendications. Il a poursuivi : « La politique que le pouvoir mène est en matière d'énergie va à l'encontre des intérêts nationaux, et le refus qu'il oppose aux revendications des mineurs et des personnels de Gaz et de l'Electricité de France alors qu'il favorise l'enrichissement scandaleux des grandes sociétés capitalistes atteste sa volonté de maintenir à un niveau très bas le pouvoir d'achat des travailleurs. »

7 novembre : Célébration du 44e anniversaire de la Révolution d'Octobre

Le 44e anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre sera célébré par notre Parti le mardi 7 novembre, à 20 h. 30, à la Mutualité.

Waldeck Rochet y prendra la parole.

Au programme de la soirée :

— Orchestre sous la direction de Pierre Mariet.

Pour la première fois en France, un grand film [illegible] l'explosition du cosmos : « A nouveau vers le ciel ».